

## H. ou F. ?

Deux livres importants - *Le choc des civilisations* de Samuel Huntington paru en 1996 et *La fin de l'histoire et le dernier homme* de Francis Fukuyama paru en 1992- ont porté un regard neuf sur le futur des relations internationales. Deux livres vigoureusement critiqués à leur sortie, notamment en Europe.

Huntington identifiait huit grandes civilisations dans lesquelles s'inscrivaient tous les peuples du monde. Ces civilisations, loin de converger, s'opposaient sur des éléments culturels essentiels : religion, langue, histoire, valeurs, institutions... Cet affrontement rendait probable la multiplication des conflits. Les critiques de Huntington venaient de deux camps différents. Les bisounours s'opposaient à cette prévision de conflits inéluctables alors que l'effort de tous les hommes devait tendre vers un monde multipolaire et pacifique. En sens opposé, d'autres critiques contestaient l'existence et l'homogénéité de ces « civilisations » : les conflits à l'intérieur des blocs identifiés par Huntington n'étaient pas moins violents que les oppositions entre civilisations différentes.

Fukuyama, en sens inverse, affirmait que l'histoire humaine convergerait progressivement vers un modèle unique sur l'ensemble du globe terrestre et que ce modèle était celui de la démocratie libérale occidentale. La critique se nourrissait du désaveu que fournissait chaque jour l'actualité internationale : partout surgissaient de nouveaux conflits ; partout s'affirmaient les revendications identitaires de cultures différentes : les civilisations s'affrontaient ; elles ne convergeaient pas.

On ne peut imaginer deux thèses plus différentes.

Qu'en penser aujourd'hui ?

Plus précisément, la société occidentale libérale dont parle Fukuyama (c'est-à-dire en fait l'Europe et l'Amérique du Nord) se distingue par deux caractéristiques : un principe d'universalité (tous les hommes sont égaux) et une affirmation de liberté (politique, économique, culturelle...) des individus.

En conséquence, les pays occidentaux sont des démocraties dans lesquelles sont garantis des droits de l'homme.

La liberté individuelle est à l'origine de la richesse culturelle de ces pays. Mais elle est aussi le moteur principal du développement scientifique et technologique. Elle est au cœur d'un système économique qui a démontré son efficacité : la civilisation occidentale a pu ainsi offrir à ses citoyens à la fois un confort de vie et un espace de liberté individuelle inconnus des autres civilisations.

La société libérale mondialisée est conquérante par nature.

Elle est fondée sur des valeurs, des mécanismes économiques et financiers, des structures politiques qui la rendent non seulement puissante mais encore invasive. Il est dans sa nature de croître et de se développer dans tout le champ qui lui est ouvert.

Cette expansion s'est d'abord faite dans la violence : la guerre, la colonisation, l'anéantissement de peuples entiers, l'esclavage, la captation des ressources rares...

Aujourd'hui, la prise de conscience de ces conséquences dramatiques et douloureuses conduit à tenter de modérer le caractère invasif de notre civilisation. Des règles internationales viennent adoucir cette forme de domination, bannir les excès anciens. Le droit international garantit le droit des peuples à l'autodétermination et interdit l'usage de la force. Des politiques nouvelles tentent d'instaurer un commerce équitable. De nouveaux mécanismes de solidarité s'efforcent d'aider les pays en voie de développement et de réduire la pauvreté dans le monde.

Certes l'ère de la colonisation est terminée, mais le « soft power » de cette société occidentale est immense : partout dans le monde, des habitudes de vie analogues s'imposent. La « culture de Davos » se répand. Les plateformes internet, les réseaux sociaux traversent les frontières. Les GAFAs étendent leurs réseaux, leurs images, leurs valeurs sur le monde entier. Bien plus, officiellement, la notion de démocratie et de suffrage universel n'est contestée nulle part.

Fondamentalement ce que la civilisation occidentale propose aux autres pays, c'est de la rejoindre dans une économie mondialisée ; c'est-à-dire en fait, encore et toujours, une expansion sur de nouvelles zones géographiques.

La mondialisation des échanges, des marchandises, des mœurs est un fait et cette mondialisation est une occidentalisation.

Fukuyama semble l'emporter.

Pourtant deux faits nous interrogent.

Il existe deux régions du monde qui résistent et entendent résister à cette occidentalisation : la Chine et les théocraties musulmanes (civilisations confucéenne et islamique, dans le vocabulaire de Huntington). Sont-elles en mesure de contredire, voire de s'opposer à la convergence générale ?

La Chine, par son système politique et sa tradition historique, s'oppose radicalement à la civilisation occidentale. Elle refuse la démocratie parlementaire. Elle ne reconnaît pas les « droits de l'homme » européens. Elle s'oppose à la société libérale permissive. Par son poids démographique, sa capacité économique et scientifique, elle sera sans doute la puissance dominante du XXI<sup>e</sup> siècle et reprendra la place que l'Occident a occupée au XX<sup>e</sup> siècle. A cette échéance, elle ne se joindra pas au modèle unifié de Fukuyama.

Cherchera-t-elle à le faire échouer ? Rien n'est moins sûr. Pour des raisons géographiques d'abord : l'immensité du continent asiatique lui laisse un champ de développement gigantesque. Il n'est pas évident qu'au-delà des mesures militaires et économiques nécessaires pour garantir son indépendance, elle éprouve la nécessité de combattre des nations lointaines. Le globe terrestre est assez grand pour permettre à l'Occident et à la Chine de vivre séparément et pacifiquement.

L'affrontement avec l'Occident (surtout l'Amérique) ressemblera peut-être à « la drôle de guerre » : des combattants immobiles. Sauf si le « piège de Thucydide » se referme : face à une nouvelle puissance montante, la nation aujourd'hui prédominante (ici les USA), anticipant sa perte de supériorité, s'engage dans un conflit à titre préventif. Mais dans tous les cas, dans cet affrontement, l'Europe ne sera qu'un spectateur (ou une victime) : elle n'aura pas le choix.

Le monde musulman connaît une évolution chaotique. Pendant de nombreuses années, plusieurs de ces pays avaient tenté de se rapprocher de l'Occident : ce fut le cas de la Turquie d'Atatürk, de l'Égypte de Moubarak, de la Tunisie de Bourguiba, du Sénégal de Léopold Senghor et de bien d'autres.

Aujourd'hui, il en est différemment : si les monarchies pétrolières semblent sur le chemin de la modération, en revanche beaucoup de pays musulmans et notamment des théocraties islamiques s'opposent à l'Occident et à ses valeurs.

Si ces formes extrémistes de l'islam, peuvent faire le malheur de pays musulmans (comme on le voit en Iran ou en Afghanistan), en revanche, leur impact sur les sociétés occidentales, quoique que traumatisant, est en fait marginal. Certes, plusieurs de ces États encouragent le djihadisme et le terrorisme. Cependant, les attentats ont des conséquences certes politiquement gravissimes mais humainement et matériellement limitées.

Le conflit entre l'Iran et Israël (et la volonté corrélative de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire) reste dangereux. Mais aucune grande puissance (Europe, USA, Russie, Chine- et même Turquie) n'a intérêt à le laisser menacer l'équilibre du monde.

De plus, à terme, la fin de la rente pétrolière, vers 2050, affaiblira considérablement la capacité de nuisance de ces Etats.

Le monde islamique peut refuser de participer à la mondialisation, il peut la perturber mais il ne l'arrêtera pas.

Un deuxième phénomène conduit à s'interroger sur la permanence du mouvement de mondialisation : la montée de la demande identitaire.

Dans tous les pays, au fur et à mesure que le phénomène de mondialisation et d'occidentalisation se renforce, on voit naître et se développer des réflexes identitaires : des peuples affirment vouloir garder leurs spécificités culturelles.

Ces réflexes identitaires (notamment dans les autres civilisations recensées par Huntington : slave-orthodoxe, africaine, hindou, ou latino-américaine) sont parfois encouragés par des gouvernants pour maintenir des pratiques contestables de tyrannie et/ou de corruption.

Ces versions « dégradées » de la civilisation occidentale ne peuvent se comparer au modèle central : la défense de spécificités culturelles ne suffit pas à compenser l'absence de vie démocratique, les limitations aux libertés individuelles, les pratiques de corruption, et souvent la faiblesse du développement économique et le maintien d'un niveau élevé de pauvreté.

De plus, la pression des sociétés occidentales continue de s'exercer : les mœurs inévitablement « s'occidentalisent ». Aujourd'hui, ces sociétés (Russie, Amérique latine, Afrique...) ressemblent à l'Occident dans ce qu'il a de pire sans bénéficier de ce qu'il a de meilleur. Leur avenir à terme est probablement de rejoindre le modèle occidental, dans un délai plus ou moins long, aujourd'hui imprévisible.

Ces mouvements tectoniques laissent subsister des zones peu affectées par la mondialisation. Des populations africaines, des habitants d'îles océaniques, des tribus amazoniennes vivent loin de ces grands courants civilisationnels.

Ces populations ne sont pas des « sauvages » ; elles ont une culture, parfois très riche ; elles peuvent atteindre une forme de bonheur.

Dans le processus inéluctable de sélection que constitue la vie sur terre, leurs chances de survie sont pratiquement nulles.

Ce sont aujourd'hui « des espèces protégées ». Les sociétés occidentales affirment publiquement leur souhait d'assurer leur survie. Des législations protectrices veillent à leur garantir la sécurité et un minimum de ressources économiques. Mais la lutte est sans espoir. La pression est trop forte.

Certaines d'entre elles peuvent connaître encore quelques années de bonheur innocent et attirer des jeunes en quête d'expériences humaines, des touristes fortunés amateurs de sensations fortes et des photographes en mal de Prix Pulitzer.

Inévitablement, leur choix sera soit d'entrer dans le monde moderne, à l'exemple de beaucoup de pays asiatiques, soit de constituer des « souvenirs archéologiques », soigneusement conservés dans des territoires transformés en musées ethnographiques.

Fukuyama finira-t-il par avoir raison ?

Sous plusieurs réserves.

L'homogénéisation des civilisations ne supprime pas les possibilités de conflits entre sociétés sociologiquement proches. Ce fut dans le passé les luttes entre cités grecques ; plus récemment, les affrontements brutaux entre nations européennes ou entre États américains. Plus récemment encore, entre Russie et Ukraine.

Cette convergence mondiale ne se confond pas avec la fin de l'Histoire.

D'autant plus que ces réflexes identitaires naissent au sein même des sociétés occidentales. Car la mondialisation ne fait pas que des heureux : elle se traduit par une aggravation de la fracture sociale entre les bénéficiaires de cette mondialisation et ses victimes. Dans tous les pays occidentaux, on observe une montée de mouvements aux noms divers mais qui expriment le même rejet de cette mondialisation et les mêmes souffrances : populisme, extrémisme...

Mais ces mouvements rassemblent les « vaincus de la mondialisation ». Leur nombre est important mais leur force et leur capacité d'agir sont limitées. Même lorsqu'ils atteignent ou semblent atteindre le seuil du pouvoir, la conjonction des institutions et des forces économiques leur interdit d'arrêter le mouvement de mondialisation. On l'a vu quand Donald Trump a été élu aux États-Unis. On le voit quand les populistes menacent de gagner des élections en Europe.

Même si comparaison n'est pas raison, on ne peut s'empêcher de comparer ces « vaincus de la mondialisation » aux « vaincus de l'industrialisation ». Au XIX<sup>e</sup> siècle, la phase d'industrialisation accélérée de l'Europe avait fait naître une vaste catégorie de prolétaires pauvres et malheureux (un lumpenproletariat, disait Marx) qui s'opposaient au machinisme. Malgré leur nombre, ils n'ont pu accéder au pouvoir politique pendant de longues années. Puis, quand le jeu de la démocratie politique et du suffrage universel a permis à leurs représentants d'obtenir la direction des affaires, ces couches populaires, à leur tour, avaient accédé (partiellement, il est vrai) aux bienfaits du développement économique et réclamaient, non le retour à la société rurale, mais une accélération de la croissance industrielle !

Les revendications identitaires d'aujourd'hui ne vont-elles pas elles aussi progressivement s'effacer, confirmant la montée de l'individualisme, au profit d'une demande d'un partage plus égal des bienfaits de la mondialisation ? La substitution du thème du pouvoir d'achat à celui de l'identité nationale dans la récente élection présidentielle française le laisse présager.

C'est le pari que semblent faire les sociétés occidentales : contenir, par des mesures sociales ou politiques, ces mouvements protestataires sans renoncer aux principes des sociétés libérales.

Mais cet échec probable des revendications identitaires occidentales, paradoxalement, ne signifie pas la victoire définitive de la civilisation occidentale,

Le monde s'apprête, en effet, à connaître des mouvements de population d'une ampleur inédite.

Aujourd'hui, déjà, certains habitants, désespérés de ne pouvoir obtenir dans leurs pays les libertés et les avantages que connaissent les populations des pays occidentaux, décident d'émigrer. Les flux sont déjà importants. Cette pression migratoire va certainement s'accroître, notamment en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. À l'échelle du siècle, les pays occidentaux (Europe-Amérique du nord) représenteront moins de 10 % de la population du globe. Donc la pression migratoire qu'exerceront les autres 90 %, qui sont aussi les plus pauvres, sera considérable.

Facteur aggravant, la fin des énergies fossiles et donc de la rente de l'exploitation pétrolière vers 2050 risque de provoquer des troubles politiques dans les pays musulmans les plus peuplés où la situation sera dramatique.

Le réchauffement climatique annoncé ne peut que renforcer ce mouvement.

On estime aujourd'hui que 180 millions de personnes changent de pays chaque année (bien évidemment pas tous vers l'Europe aux Etats-Unis). Ce chiffre peut augmenter de façon vertigineuse. Les mesures de contrôle de cette immigration pourront la freiner. Elles ne pourront pas la faire totalement disparaître.

Ces mouvements de population nourrissent des soubresauts identitaires dans les pays de vieille civilisation occidentale (soubresauts probablement condamnés à l'échec politique) mais, dans le même temps, ils concourent à transformer cette même civilisation et surtout à effacer son homogénéité. Notamment, si les nouveaux venus, loin de s'assimiler à la culture occidentale (et notamment à ses lois sociétales les plus récentes), tentent de faire prédominer leurs propres mœurs ou leurs propres coutumes. Cette thèse, connue sous le nom polémique de « grand remplacement » n'a rien d'utopique.

Suivant que ces migrants s'assimilent ou s'opposent, cette civilisation occidentale sortira renforcée, par cet apport de sang neuf (l'émigration concernant essentiellement des personnes jeunes et courageuses), ou sera radicalement transformée.

Dans un monde globalisé devenu très mobile et donc bien évidemment multiculturel, métissé, « créolisé », pourra-t-on encore identifier et caractériser « une civilisation mondialisée » ?

C'est l'objet même du débat entre Huntington et Fukuyama qui risque de disparaître !

Jacques DARMON  
Mai 2022